

La menace d'une annexion américaine du Groenland est-elle imminente ?

Le président Donald Trump a réaffirmé sa convoitise pour le Groenland, territoire autonome danois, riche en terres rares. Ses menaces d'annexer l'île sont de plus en plus pressantes. Face à lui, l'Union européenne fait profil bas. Quatre questions pour comprendre.

DÉCODAGE

AGATHE DECLEIRE
(AVEC JEAN-FRANÇOIS MUNSTER)

Nous nous occuperons du Groenland dans environ deux mois... Parlons du Groenland dans 20 jours. » Quelques heures à peine après la capture illégale du président vénézuélien Nicolás Maduro, Donald Trump se léchait déjà les babines à l'idée d'une nouvelle étendue impérialiste américaine. Le Groenland est depuis longtemps dans le viseur du locataire de la Maison-Blanche – il en avait déjà été question lors de son premier mandat – mais les menaces d'une potentielle annexion s'intensifient.

1

Pourquoi Donald Trump veut-il annexer le Groenland ?

Entre les prises de parole du président et la carte qui montrait le Groenland aux couleurs américaines, légendée de « *Soon* » (bientôt), les Etats-Unis ont dernièrement martelé leur convoitise pour la plus grande île du monde, d'environ 2,2 millions de km². Derrière cet intérêt maintes fois renouvelé, Donald Trump répète à l'envi qu'il s'agit d'un enjeu de sécurité nationale et internationale. Le réchauffement climatique rend possible de nouvelles voies de navigation sur lesquelles Donald Trump veut garder l'ascendant, notamment face à la Russie et la Chine.

« En réalité, il s'agit d'une surestimation des risques pour justifier son projet d'annexion », analyse Cécile Pelaudeix, chercheuse associée en sciences politiques à Pacte Sciences Po Grenoble. « L'intérêt est plutôt à chercher dans le renouveau d'un impérialisme américain, qui requiert un large territoire et qui s'appuie sur la doctrine Monroe pour le justifier. »

La spécialiste de la région arctique pointe également un intérêt économique pour le président. L'île, majoritairement recouverte de glace, abrite d'importants gisements de terres rares, du cuivre, du lithium... Un intérêt qui se concrétise notamment par des envies d'investissements du gouvernement américain dans une des sociétés qui entend exploiter les terres rares au Groenland, souligne Cécile Pelaudeix.

2

Est-ce une nouvelle lubie du président américain ?

Les Etats-Unis convoitent l'île glacée depuis des décennies. En 1867, dans la foulée du rachat de l'Alaska à l'Empire russe, le secrétaire d'Etat américain William H. Seward défend l'idée que les Etats-Unis doivent aussi mettre la main sur le Groenland et l'Islande. Des négociations ont lieu avec le Danemark mais Seward renonce finalement à déposer une offre. L'intérêt américain ne faiblit pas. En 1910, l'ambassadeur des Etats-Unis au Danemark propose d'échanger des îles situées aux Philippines contre le Groenland et les Antilles danoises.

En 1941, les Etats-Unis prennent pied militairement sur l'île à la suite de l'invasion allemande du Danemark et y restent après la guerre considérant que le Groenland est un élément crucial pour leur sécurité. Le secrétaire d'Etat James F. Byrnes propose alors, en 1946, 100 millions de dollars pour le Groenland (1946). Proposition que le Danemark décline. Un traité est finalement signé en 1951 permettant aux Etats-Unis de maintenir ses bases militaires. Avec la fin de la guerre froide, l'intérêt des Américains s'estompe mais va reprendre de plus belle au début du XXI^e siècle. Dès son premier mandat (2016-2021), Trump affichera sa volonté de racheter le Groenland.

3

La menace d'une annexion est-elle imminente ?

Les coups de pression se sont multipliés depuis le retour du Républicain à la Maison-Blanche. Au point de laisser présager une démonstration de force, comme à Caracas ? « Appliquer la même recette que celle utilisée au Venezuela semble quasiment impossible », estime Serge Jaumain, professeur d'histoire contemporaine (ULB). Le président américain ne pourra pas « se retrancher derrière des accusations de narcotrafic », souligne l'expert en histoire nord-américaine. « Notre

pays n'est pas comparable au Venezuela. Nous sommes un pays démocratique », a d'ailleurs insisté le Premier ministre groenlandais, Jens-Frederik Nielsen en fin de soirée lundi.

Et le Groenland est un territoire autonome danois, donc étroitement lié à l'Union européenne et à l'Otan. « Là, on basculerait dans une véritable guerre aux conséquences mondiales extrêmement importantes », met en garde Serge Jaumain. L'historien se veut donc prudent : « Chez Donald Trump, il y a d'une part le discours et de l'autre l'action. Sur le Groenland, il n'est pas encore très clair ce qui est au-delà de la simple menace. »

Pour Cécile Pelaudeix, la menace est au contraire très sérieuse. « On a perdu un an », s'exclame celle qui appelle à ne pas sous-estimer Trump. « Dans la perspective de l'impérialisme américain, et à l'approche des élections de mi-mandat (le 4 novembre 2026, NDLR), il souhaite annexer le Groenland, c'est très clair. »

Appliquer

la même recette que celle utilisée au Venezuela semble quasiment impossible

Serge Jaumain

Professeur d'histoire contemporaine (ULB)

4

Que peut faire l'Union européenne ?

Les réactions de l'UE ont jusqu'ici été assez tièdes. Sur l'opération américaine au Venezuela d'abord, mais même sur les menaces d'annexion du Groenland. Sans surprise, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a eu les mots les plus forts.

« Si les Etats-Unis choisissent d'attaquer militairement un autre pays de l'Otan, alors c'est la fin de tout. Y compris notre Otan et donc la sécurité mise en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », alertait-elle ce lundi, assurant faire « tout son possible pour que ce ne soit pas le cas ». Par ailleurs, le Premier ministre groenlandais s'est voulu rassurant : « La situation n'est pas telle que les Etats-Unis puissent conquérir le Groenland. (...) Nous ne devons donc pas paniquer. Nous devons rétablir la bonne coopération que nous avons eue », a dit Jens-Frederik Nielsen. Du côté de la Commission, « on part du principe que la souveraineté sera respectée par nos partenaires », affirme une porte-parole.

« Il faut, dans un premier temps, engager un dialogue de sécurité avec le Danemark et le Groenland », réclame Cécile Pelaudeix. « Il faut déjà qu'il y ait cette prise de conscience : il se passe quelque chose et il faut adresser cette question avec toute la complexité nécessaire. » Pour faire face aux Etats-Unis qui ont longtemps été un allié historique, les Européens doivent aussi se muscler dans le rapport de force. « Trump ne s'attaque qu'aux plus faibles », souligne Serge Jaumain. « Le message qu'il envoie aujourd'hui aux Européens est : si vous voulez être des interlocuteurs, vous devez être plus forts. » Un renforcement qui passera notamment par le militaire, estime l'historien.

L'Union européenne est coincée. Coincée dans sa dépendance militaire aux Etats-Unis. Coincée en pleine négociation pour une éventuelle sortie de conflit en Ukraine. Une réunion de la coalition des volontaires, avec 35 pays dont les Etats-Unis est prévue ce mardi à Paris. Or « sans les Etats-Unis, pas de garantie de sécurité », résume un responsable européen à l'AFP. Coincée aussi dans d'importantes dépendances économiques, notamment pour la technologie et le numérique.

« Il est clair que le lien reste très étroit avec les Etats-Unis. Mais ces derniers ne peuvent pas non plus se priver de l'Europe », analyse Serge Jaumain. Washington profite d'un avantage économique, militaire et d'une prise de décision plus centralisée. L'Europe a pour autant une force de frappe, à condition qu'elle cesse de se voiler la face.

Les ressources minières du Groenland

Tailles très petites à moyennes - grandes - très grandes

- Gisement de matières premières critiques
- Gisement de matières premières non critiques

